



Des issues pour sortir du dilemme européen

Le futur rôle de la Suisse en Europe était au centre de l'assemblée annuelle 2016 d'economiesuisse. Notre pays est en plein dilemme en lien avec la mise en oeuvre de l'initiative «contre l'immigration de masse», a déclaré Heinz Karrer, président de l'organisation, dans son discours devant quelque 500 invités issus des milieux économiques, scientifiques, culturels et politiques. Nous avons cependant les cartes nécessaires pour que la Suisse reste une des places économiques les plus attractives du monde. Le secrétaire d'État Jacques de Watteville a parlé des défis actuels dans les négociations avec l'Union européenne (UE). Lino Guzzella, président de l'EPFZ, a défini les conditions-cadre nécessaires au maintien du succès de notre système de formation et de recherche. Le président de la Confédération Johann N. Schneider-Ammann a transmis le message du Conseil fédéral.

Trente mois après l'acceptation de l'initiative «contre l'immigration de masse», il n'y a toujours pas de solution valable pour sa mise en oeuvre, a constaté Heinz Karrer, président d'economiesuisse, dans son discours à l'occasion de la Journée de l'économie. Cette initiative interfère avec le débat sur les relations à venir de notre pays avec l'Europe – surtout en ce qui concerne le maintien des accords bilatéraux, dont la Suisse a bénéficié substantiellement sur le plan économique. La Suisse se trouve en plein dilemme, ce n'est pas un secret. La décision de la Grande-Bretagne de sortir de l'Union européenne complique encore la recherche, déjà difficile, d'une solution consensuelle avec l'UE.

Contribuer à façonner la politique

La Suisse ne peut pas, ou si peu, influencer un grand nombre d'évolutions économiques et politiques observées dans le monde, a noté Heinz Karrer. Elle peut en revanche accepter de relever les défis lancés. Et elle peut influencer les conditions-cadre offertes en Suisse qui permettent à notre pays de continuer à figurer parmi les places économiques les plus attrayantes du monde. Pour ce faire, l'économie doit se montrer unie mais elle a aussi besoin de la confiance des milieux politiques et de la société. Elle peut renforcer cette confiance en agissant au quotidien de manière judicieuse et pondérée. «Toutes les conditions sont réunies pour que nous restions parmi les pays les plus compétitifs et les plus innovants du monde et affichant le taux de chômage le plus bas», a estimé Heinz Karrer. Ce dont la Suisse a besoin, ce sont des investissements dans le système de formation dual, dans l'innovation et dans la place économique (RIE III). Une économie prospère a besoin d'une sécurité juridique élevée, de stabilité politique et d'une cohésion sociale forte. Aussi est-il important que des entrepreneurs s'engagent au sein de la société – sous une forme ou une autre – également hors de leur métier de base, que ce soit dans des clubs, des fondations ou en politique.

Le secrétaire d'État Jacques de Watteville, négociateur en chef pour le dossier Suisse-UE, a examiné les défis actuels de la politique européenne de la Suisse. Il a expliqué que notre pays et ses entreprises ont besoin de l'accès au marché intérieur de l'UE et de sécurité juridique. Des relations ordonnées avec l'UE sont indispensables pour préserver la prospérité, les emplois, la création de valeur, le savoir-faire et les recettes fiscales de la Suisse. «Cela n'est possible que si nous consolidons la voie bilatérale», a ponctué le secrétaire d'État Jacques de Watteville. Aussi avons-nous besoin d'une solution consensuelle avec l'UE sur la question de l'immigration et d'un accord sur les questions institutionnelles.

L'accès aux pools de talents est indispensable

Lino Guzzella, pour sa part, a dessiné les contours d'un système de formation et de recherche efficace et précisé les conditions-cadre que cela suppose. D'après lui, il est essentiel que les hautes écoles conservent l'accès aux pools de talents nationaux et internationaux. «Si nous souhaitons rester parmi les meilleurs, nous avons besoin des meilleurs talents de Suisse et du monde. Le progrès est seulement possible avec un système ouvert et l'excellence s'appuie sur un échange non entravé d'idées et de personnes», a-t-il déclaré. Lino Guzzella a encore souligné l'importance de restaurer l'association pleine et entière de la Suisse au programme-cadre européen de recherche «Horizon 2020» à partir de 2017. Pour rester compétitifs, l'ouverture est indispensable, mais deux autres conditions sont importantes pour des hautes écoles comme l'EPFZ : l'autonomie et un financement suffisant. La manifestation s'est poursuivie avec une table ronde réunissant Hans Hess (président de Swissmem), Beat Kappeler (journaliste), Matthias Aebischer (conseiller national PS) et Roger Köppel (conseiller national UDC). Les invités ont discuté, dans différentes perspectives, du futur rôle de la Suisse en Europe et des issues possibles au dilemme avec l'Union européenne.

Des photos de la manifestation seront publiées en direct sous www.economiesuisse.ch/fr/galerie.